

ÉDUCATION

Vous n'auriez pas 100 millions pour l'université ?

Embauches différées, filières supprimées, bâtiments dégradés. Les universités tirent la langue pour boucler leurs budgets, de plus en plus serrés. Et l'État ne semble pas prêt à une rallonge.

Patrice Barrère

Les universités vont encore devoir se serrer la ceinture en 2015. Avec un budget de 12,8 milliards d'euros, le mécontentement est général. Présidents d'université, syndicats d'enseignants et étudiants, tous critiquent l'enveloppe budgétaire du gouvernement. Au moment de refaire les comptes, il manque 100 millions d'euros dans les caisses.

Avec l'accession à l'autonomie des universités, entre 2009 et 2012, un sou est un sou. Depuis cette réforme engagée par la ministre de l'Enseignement supérieur du gouvernement Fillon, Valérie Pécresse, de nombreuses universités ont dû faire de gros efforts financiers pour joindre les deux bouts. Des facultés ont même frôlé la cessation de paiement, comme celle de Versailles Saint-Quentin fin 2012.

Plus de vacataires et boursiers

Dans certains cas, l'autonomie financière a dû en passer par des remèdes de cheval. Pour s'en sortir, des embauches ont été différées, des filières supprimées, des rénovations de bâtiments reportées... « C'est donc faux de dire que le budget de l'enseignement supérieur a été sanctuarisé », proteste Claudine Kahane, la cosécétaire générale du syndicat d'enseignants Snesup-FSU. « Il y a une contradiction entre les missions confiées par le gouvernement, c'est-à-dire d'amener 50 % d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur, et nos moyens », surenchérit le vice-président de la Conférence des présidents d'université, Gérard Blanchard.

Dans le cadre de la réforme de



Amener 50 % d'une classe d'âge à un diplôme d'enseignement supérieur a un coût pour les syndicats.

Photo Julio Pelaez

l'autonomie, présidents d'université et syndicats sont également d'accord pour estimer que de nombreux transferts de charges ont été mal évalués et compensés. La simple revalorisation des traitements du personnel, qui couvre les évolutions de carrière et l'ancienneté, se révèle un poids financier quasi insurmontable.

Conséquences : des travaux de maintenance patientent, et des vacataires, moins chers, remplacent certains enseignants partant à la retraite... « Et parfois, ces vacataires doivent attendre plusieurs mois pour être payés, comme à Lyon 2 », claque le président du syndicat étudiant Unef, William Martinet.

« L'augmentation des effectifs sur les bancs des amphithéâtres n'a

pas non plus été prise en compte budgétairement par l'État. Dans certaines filières, notamment scientifiques, on a enregistré entre 20 et 30 % d'étudiants en plus en trois ans », souligne Claudine Kahane.

Le gouvernement ne fait pas les mêmes calculs et avance une augmentation du budget de 600 millions d'euros, soit une progression de 2,5 % entre 2012 et 2015. « En trois ans, 458 millions d'euros ont été investis, permettant aujourd'hui à un étudiant sur trois de bénéficier d'une bourse », se défend le ministère de l'Enseignement supérieur. Suffisant pour désamorcer les débats sur les conditions d'études lors des assemblées générales organisées par l'Unef aujourd'hui dans toute la France ?

« Si 16 universités étaient en déficit pour l'exercice budgétaire 2012, elles ne sont que 8 en 2013, dont 4 en déficit deux années de suite. C'est une bonne nouvelle. La situation était très difficile quand nous sommes arrivés au ministère. »

Geneviève Fioraso, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur

Mon œil !



Ça grogne dans les amphis

P.B.

Ça grogne ! Aujourd'hui, à l'appel du syndicat étudiant Unef (Union nationale des étudiants de France), des assemblées générales auront lieu dans toutes les universités. Objectif : débattre de « la pénurie budgétaire ». Des manifestations sont également annoncées à Paris, Grenoble, Lyon, Toulouse, Angers, Clermont-Ferrand... « Nous étions dans l'expectative par rapport aux promesses du gouvernement. Aujourd'hui, les étudiants sont en colère. Nous ne sommes pas résignés, on a envie de se battre pour notre avenir et nos diplômes », explique le président national de l'Unef, William Martinet.

Le syndicat étudiant tire la sonnette d'alarme face à un budget 2015



L'Unef s'oppose à l'augmentation des frais d'inscription. Photo Julio Pelaez

(12,8 milliards d'euros) qu'il qualifie d'« austérité ». « Nos universités ne peuvent plus fonctionner normalement. Si rien ne change, de nouvelles coupes budgétaires auront lieu. La situation va se dégrader. Des enseignements en petits groupes (travaux dirigés) ont commencé à migrer dans des amphithéâtres, on repousse des rénovations de locaux délabrés... », égrène William Martinet.

Toutes les universités sont touchées. « Paris XI, la faculté la mieux placée dans le classement de Shanghai, qui compare plus de 1000 universités mondiales, a vu des travaux dirigés supprimés en premier cycle », souligne l'Unef.

Que faire ? Le syndicat propose de réorienter une partie des 6 milliards du Crédit impôt recherche. « Cette subvention finançant la recherche des grandes entreprises est très critiquée, notamment par la Cour des comptes, parce qu'elle est coûteuse et peu efficace », insiste William Martinet. En revanche, « une ligne jaune ne devra pas être franchie par le gouvernement », prévient le président de l'Unef. Les frais d'inscription, de l'ordre de 400 euros par an, ne doivent pas être augmentés ».

Questions à

Gérard Blanchard, vice-président de la Conférence des présidents d'université

« Les présidents d'université sont pris à la gorge »

Propos recueillis par P. B.

Les présidents d'université ont-ils le moral ?

Il vaut mieux l'avoir. Les perspectives sont sombres. La situation budgétaire est compliquée et de plus en plus tendue chaque année. Nous accueillons chaque année de plus en plus d'étudiants, ils sont aujourd'hui plus de 1,5 million à choisir l'université. Nos dépenses de salaires augmentent chaque année de l'ordre de 0,7 % avec le simple effet du déroulement naturel des carrières. Mais nos recettes n'évoluent pas.

Combien vous manque-t-il pour boucler votre budget 2015 ?

Environ 100 millions d'euros. Mais, en 2016, le problème sera encore le



Photo Stéphane Laniray

même. Ce sera même pire, de l'ordre de 200 millions, avec la masse salariale qui va continuer à progresser. Et en 2017 ?

À long terme, cela ne peut plus fonctionner...

C'est pour cela que nous posons la question du modèle économique de l'université française. Comment

peut-on le financer ? Nous pensons que l'État doit augmenter les recettes. C'est la solution. Il ne faut pas oublier que l'État nous a donné comme mission de conduire 50 % d'une classe d'âge vers l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Il n'y a pas de solution miracle ?

Les présidents des universités sont pris à la gorge. Dans cette situation d'étranglement, ils sont de très bons gestionnaires. Nous sommes obligés de présenter un budget en équilibre. C'est une obsession. Mais il arrive un moment où les dépenses sont incompressibles. Aujourd'hui, on doit geler des postes, c'est-à-dire ne pas remplacer des départs à la retraite. On utilise de la masse salariale pour résoudre notre problème de fonctionnement.

Repères

Combien d'universités ?
En 2013-2014, la France métropolitaine et les DOM comptent 76 établissements.

Combien d'étudiants ?
2 466 500 étudiants ont été recensés à la rentrée 2014. 1 445 200 étudiants fréquentent les universités en 2014 (+1,4% par rapport à 2013). 118 700 étudiants sont en IUT (+1,7% par rapport à 2013). 85 200 étudiants sont en classes préparatoires (+ 2,3% par rapport à 2013). 268 700 étudiants sont en faculté de sciences et technologies (+1,5% par rapport à 2013). On compte 548 700 étudiants dans les autres établissements publics ou privés

Où se trouvent les étudiants ?
En 2013, 27 % des effectifs étudiants se concentrent en Ile-de-France. Les principales académies de province sont celles de Lyon, Lille, Toulouse et Nantes, qui accueillent, à elles quatre, 24 % des effectifs totaux ; les plus petites sont celles de Corse, Limoges et Besançon, qui regroupent 3 % des effectifs totaux.

Qui sont les étudiants ?
Les femmes représentent 56,9 % de la population universitaire. Elles représentent 56,2 % des inscrits en cursus licence et sont également majoritaires en master (59,2 %). En revanche, elles restent minoritaires en doctorat (48,2 %). Elles sont toujours très majoritaires en langues (74,1 %), lettres et sciences du langage (70 %) et sciences humaines et sociales (68 %). Elles ne sont minoritaires qu'en sciences fondamentales et application, en plurisciences et en Staps (sport).

Combien d'enseignants ?
91 000 enseignants étaient en fonction en 2013 dans les établissements de l'enseignement supérieur. Ce chiffre se répartit en trois grandes catégories : 57 000 enseignants-chercheurs et assimilés, 13 000 personnels du second degré affectés dans l'enseignement supérieur et 21 000 enseignants non-permanents. L'effectif des personnels de l'enseignement supérieur a augmenté, en 12 ans, de 4,5 %.

Un trésor de guerre ?

Il manque 100 millions d'euros pour boucler le budget des universités en 2015. Mais où trouver une telle somme d'argent en ces temps de restrictions budgétaires ? Un casse-tête pour le gouvernement qui a, pour le moment, fait le choix de ne pas augmenter sa contribution.

Le ministère des Finances semble avoir la solution. Bercy lorgnerait sur de l'argent « économisé » par les universités et se trouvant dans leurs fonds de roulement. Selon un

rapport de la Cour des comptes, le magot serait même très important et évalué à 1,4 milliard d'euros. Mais un rapport diligenté par les ministères des Finances, de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur vient d'estimer les réserves des universités plutôt autour de 400 millions d'euros. Toujours alléchant.

« Est-ce judicieux de ponctionner les réserves stratégiques des universités qui étaient notamment censées

permettre des investissements immobiliers pour résoudre un problème de fonctionnement ? Nous sommes fondamentalement contre. Ce n'est pas un principe de bonne gestion », note le vice-président de la Conférence des présidents d'université, Gérard Blanchard.

Reste que l'idée de Bercy est loin d'être facile à mettre en œuvre. Un audit supplémentaire est nécessaire pour estimer précisément les bas de laine de chaque université.